

## Dialogue inter-burundais : Une délégation du facilitateur attendue au Burundi

@rib News, 16/08/2018 Source Xinhua Le Président du parti APDR (Alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation) du Burundi, Gabriel Banzawitonde (photo), a annoncé mercredi avoir été informé par l'ambassade du Kenya au Burundi qu'une délégation du facilitateur dans le dialogue inter-burundais pourrait rencontrer des hommes politiques vendredi et qu'il était prêt à répondre présent à ce rendez-vous.

Il s'est exprimé ainsi sur les ondes de la radio locale associative Isanganiro. "Nous, nous sommes prêts à répondre à ce rendez-vous parce qu'on a mis en avant le chemin du dialogue. C'est pour nous une occasion de demander d'enrichir la feuille de route de Kayanza, (...) qui comprend des éléments qui peuvent nous aider à bien organiser les élections de 2020", a expliqué le président de l'APDR. Il a également indiqué que son parti allait demander la mise en place d'une commission suivant la mise en application de cette feuille de route, après consensus entre toutes les parties prenantes. "Qu'il y ait de telles rencontres, ce n'est que louable car le gouvernement a toujours soutenu de telles initiatives et a toujours priorisé le dialogue dans toutes les actions", a réagi Willy Nyamitwe, porte-parole de la présidence de la République du Burundi. Depuis le début de la crise politique au Burundi en avril 2015, la Communauté d'Afrique de l'Est a désigné le président ougandais Kaguta Yoweri Museveni et l'ancien président tanzanien Benjamin William Mkapa respectivement comme médiateur et facilitateur dans le conflit burundais. A ce jour, ils ont organisé quatre sessions et sont en train d'organiser la cinquième, qu'ils vont convoquer incessamment, apprend-on dans les milieux politiques de Bujumbura. Ce dialogue inter-burundais est perçu différemment par les principales parties prenantes quant aux personnes à inviter, aux thèmes à aborder et à l'endroit où il doit se tenir. L'opposition veut qu'il soit inclusif, que les questions de pauvreté et de la consolidation des accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation du Burundi soient abordés prioritairement et que ce dialogue se déroule à l'extérieur du pays pour permettre à ceux qui ne s'y sentent pas en sécurité d'y prendre part. Le pouvoir de Bujumbura exclut quant à lui de ce dialogue ceux qui ont voulu renverser les institutions en mai 2015 et considère que "l'essentiel des accords d'Arusha a été sauvegardé dans la nouvelle Constitution du 7 juin 2018". Bujumbura estime en outre que ce dialogue devrait se tenir au Burundi car la paix et la sécurité sont revenues sur toute l'étendue de la République.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});